

# La multiplication des forces

## LES GROUPES ARMÉS PRO-GOUVERNEMENTAUX

Il existe de nombreux groupes armés non-étatiques dans le monde entier. Leur nombre exact est inconnu, mais atteint probablement plusieurs milliers. Les groupes armés non-étatiques ont des tailles diverses et prennent différentes formes. Leurs objectifs varient, tout comme leur composition, leurs conditions d'adhésion, leur organisation, leur durée de vie, leurs activités et l'utilisation qu'ils font des armes de petit calibre.

On imagine souvent les groupes armés non-étatiques comme s'opposant au gouvernement. Les groupes impliqués dans les guerres civiles—que leurs membres soient des terroristes, des rebelles, ou des individus conduisant une insurrection ou une guerre de libération—représentent le stéréotype des groupes armés non-étatiques.

On pense en revanche moins souvent aux groupes qui ont des liens (déclarés ou dissimulés) avec le gouvernement et qui agissent en soutien aux stratégies de ce dernier. Ces “groupes armés non-étatiques pro-gouvernementaux” (GPAG) couvrent tout un éventail allant des mouvements pour la jeunesse aux gangs de jeunes, en passant par les hommes de main des mouvements politiques, les milices, les organismes de défense communautaire, ou encore les groupes paramilitaires.

**Les formes que prennent les GPAG, tout comme leurs objectifs, peuvent connaître de multiples mutations.**

Au cours des vingt dernières années, les GPAG ont joué un rôle croissant dans les questions sécuritaires, les campagnes politiques et les guerres. En dépit de leur large utilisation, et de l'impact souvent destructeur qu'ils ont sur les populations locales, ces groupes demeurent un phénomène qui n'a pas reçu l'attention qu'il mérite. Comment et pourquoi ces groupes sont utilisés, et quelles sont les implications politiques et sécuritaires de leur utilisation, sont quelques-unes des questions qui méritent d'être posées.



Un sympathisant de la milice des “Jeunes patriotes” brandit une pancarte au cours d'une manifestation à Abidjan (Côte d'Ivoire), le 4 novembre 2004.  
© AP Photo/Emanuel Ekra

Les conclusions principales de ce chapitre comprennent les points suivants :

- Les GAPG sont principalement utilisés à l'intérieur des frontières d'un pays donné plutôt que de façon régionale, et ils jouent un rôle important dans la politique intérieure du pays ainsi que dans les actes de violence qui sont commis contre les civils.
- Les GAPG représentent un risque important pour la sécurité des civils—un risque qui est potentiellement bien plus important que celui que posent les forces nationales de sécurité. Ceci est particulièrement vrai lorsque les gouvernements commanditent les pires actes de violence aux GAPG et leur permettent d'opérer dans la plus totale impunité.
- Les GAPG représentent, pour certaines communautés, une source de sécurité importante. Cet élément souligne l'utilité de leur action et le soutien qu'ils constituent pour les communautés, et rend difficile l'étiquetage des groupes comme "bons" ou "mauvais".
- Pour de nombreux gouvernements, les GAPG sont des moyens aussi utiles que malléables pour atteindre leurs objectifs tout en déniaient toute responsabilité concernant les violences qui peuvent survenir.
- Les GAPG représentent un risque important pour les communautés comme pour les gouvernements, lorsque ces derniers échouent à établir ou maintenir le contrôle sur ces groupes, ou lorsque ces groupes changent d'objectifs.

Ce chapitre se fonde sur une analyse des nombreux rapports existant sur un large nombre de groupes armés non-étatiques non-gouvernementaux. Cette analyse entreprend d'apporter une meilleure compréhension de ces groupes, de la relation qu'ils entretiennent avec le gouvernement, des rôles qu'ils jouent, et de l'impact de leurs actions sur les communautés et les civils qui les entourent.

Lorsqu'il est utilisé dans ce chapitre, le terme *pro-gouvernemental* indique que le groupe mentionné est affilié d'une manière ou d'une autre au gouvernement. Cette relation peut prendre trois formes principales : création, cooptation ou alliance. Les gouvernements utilisent les GAPG pour différentes raisons et pour les divers bénéfices qu'ils peuvent apporter d'un point de vue économique, stratégique et politique.

Les groupes armés pro-gouvernementaux jouent au moins trois rôles clés dans leur soutien au gouvernement. Ils participent aux combats lorsque les forces armées étatiques ne peuvent couvrir toute la zone où elles sont déployées, se révèlent insuffisantes, ou s'avèrent incapables de remplir leur rôle. Ils aident le gouvernement à atteindre ses objectifs politiques—le plus souvent, remporter une victoire électorale, mais également mener d'autres activités, par exemple forcer des groupes minoritaires à évacuer un territoire donné. Ils apportent également la sécurité aux communautés qui se trouvent en situation de non-droit, ne peuvent compter sur la police, ou sont en proie à la violence communautaire.

On associe souvent aux GAPG des tactiques de prédation et une violence aveugle. De fait, peu d'entre eux opèrent dans les limites de la loi, ou respectent le droit international humanitaire ou des droits humains. Leur réputation de brutalité est souvent justifiée. Cependant, nombre de ces groupes se sont révélés indispensables pour assurer la sécurité des communautés lorsque ces dernières se trouvaient dans une situation où le gouvernement ne pouvait pas, ou ne voulait pas, s'en charger. Les groupes qui assurent cette sécurité n'en sont pas moins potentiellement dangereux et capables de violences. Il est difficile d'étiqueter quelque GAPG que ce soit "bon" ou "mauvais", et de telles appellations dépendent souvent de la position de celui qui les assigne. Les GAPG peuvent avoir un comportement de prédateur et représenter un danger clair et immédiat pour certaines communautés, tout en assurant la protection d'autres communautés.

**Le plus souvent, les GAPG représentent une source de protection lorsqu'ils opèrent dans leur communauté d'origine.**

Reste une question essentielle : que deviennent les GAPG lorsque leurs services ne sont plus requis ? Un groupe donné peut suivre quatre voies possibles. En premier lieu, le groupe peut être démantelé après qu'il a accompli sa tâche. En deuxième lieu, le gouvernement peut intégrer le GAPG aux forces officielles, et ainsi légitimer et légaliser l'existence et la poursuite des opérations de ce groupe. En troisième lieu, le GAPG peut se transformer en un autre type d'organisation, tel qu'un groupe opposé au gouvernement ou une organisation criminelle. Le groupe peut enfin évoluer en parti politique. La voie choisie dépend souvent des circonstances dans lesquelles se trouve le groupe, l'équilibre existant entre motivations économiques et politique, et les menaces perçues.

Les GAPG ne peuvent être ni placés au même niveau que les forces légitimes de l'État, ni écartés comme s'ils étaient des bandits impossibles à contrôler, ni justifiés comme un mal nécessaire parce que l'État ne peut ou ne veut assurer la sécurité de certaines zones. L'utilisation de GAPG comme auxiliaires de l'État a des implications politiques et sécuritaires importantes. Les acteurs politiques tendent à se concentrer sur les bénéfices immédiats qu'ils peuvent tirer de la cooptation ou de la création de leurs propres milices, mais oublient souvent de prendre en compte les menaces sur la sécurité que de tels groupes peuvent poser à long terme. Les groupes créés pour assister et soutenir un gouvernement finissent bien souvent, au bout du compte, par remettre ce dernier en question. ■